

DEBAT CITOYEN SUR LA FORET EN LORRAINE : C'EST FAIT !

6 heures de débat sur deux jours, 4 tables rondes, 16 intervenants, 200 participants

Dans le cadre et en parallèle du Festival International de Géographie de Saint-Dié, les militants du SNUPFEN/Solidaires et de l'intersyndicale ont porté notre message sur l'avenir des forêts publiques. C'était le mandat que nous avait donné une assemblée générale en 2009. Depuis le début de nos mobilisations à l'automne 2008, notre message et notre ambition n'ont pas changé. L'avenir de la forêt est lié à l'avenir des forestiers et nous continuerons à poser la question sur la place publique :

« **Quelle forêt pour nos enfants ?** »

Judi 07 Octobre 2010 au FIG de Saint Dié des Vosges

Dans le cadre du programme officiel du FIG, nous avons animé une conférence dans la salle François Cholé du musée. Vous pouvez retrouver le diaporama qui a servi de base à cette conférence sur la page d'accueil du site du SNUPFEN/Solidaires (www.snupfen1.org).

Il s'intitule très originalement : « quelle forêt pour nos enfants ? ». Devant un public de néophytes, on se rend compte du décalage entre les objectifs et orientations de l'Etat et de l'ONF et les attentes de la société concernant la forêt. Enfin, nous avons pu faire passer un autre discours que celui que l'ONF développe grâce à son service communication et qui est en totale contradiction avec ses actes quotidiens.



Le public a paru choqué des chiffres concernant le désengagement de l'Etat envers l'ONF, et la profonde remise en question de la multifonctionnalité et de notre présence sur le terrain.



Exposition réalisée par
des enfants de la Meuse



La journée entière était placée sous le signe du débat. Ce furent les premières assises de la forêt citoyenne. Plutôt que de monopoliser la parole, nous avons fait le pari de la donner à des intervenants de divers horizons. Nous avons organisé la journée avec 4 questions :

● **Des forêts pour qui ?**

Avec des élus, des associations d'usagers et de défense des forêts, un éducateur à l'environnement, nous avons pu débattre sur les attentes réelles du public en matière de forêt. Il a été très intéressant d'aborder ce thème. En effet, alors que la forêt appartient à tous, les orientations ne sont choisies que par quelques uns.

Le rôle éducatif de la forêt a été largement discuté avec le constat que le public initié à la forêt développait très rapidement sa conscience écologique, et cette belle formule du journaliste qui animait les débats : "la forêt sert aussi à produire des citoyens".

● **Produire plus ou mieux ?**

Avec des animateurs de Pro-Silva et des experts forestiers privés, des géographes et d'autres spécialistes de la gestion forestière nous avons pu débattre de l'augmentation de la production prônée par notre direction, par l'Etat et par le Grenelle. En termes quantitatifs, de nombreuses réserves ont été émises par les intervenants, notamment sur les forêts déjà exploitées qui atteignent des limites d'exploitation voire sont en surexploitation et les autres qui sont peu exploitées pour de bonnes raisons (écologiques, accès difficile). En terme de qualité également, puisque l'augmentation de la production se porte essentiellement sur les bois de faible valeur, normalisés, destinés à l'industrie de masse, dont la récolte permet beaucoup moins d'augmentation de revenus et augmente les risques écologiques.

La question des choix d'essences par rapport aux hypothèses de changement climatique a été discutée sous un angle pratiquement jamais abordé. Sous l'angle purement financier, le temps de rotation du capital argent en forêt est de l'ordre de 20 à 30 ans. Il n'est donc pas pertinent d'appeler au changement radical d'essences objectif ; pour minimiser les risques financiers il convient au contraire de s'adapter progressivement et en continu, d'autant que les hypothèses quant aux essences sont très théoriques, et que seul le mélange d'essence est une garantie reconnue.

● **Préserver la biodiversité comment ?**

En termes d'espaces fortement protégés (RBD, RBI, réserves naturelles et arrêtés de biotope), les intervenants (associations naturalistes, syndicalistes de la DREAL, forestiers, chercheur en géographie) ont souligné le retard de la France (moins de 1% des forêts, soit nettement moins que les recommandations de l'UICN). Le Groupe Tétrás Vosges a souligné la complémentarité entre RBI et zones de gestion adaptée (production et biodiversité), et la difficulté accrue de travailler dans ce sens avec la direction actuelle de l'ONF, en rappelant dans le même temps qu'il était encore possible - à la marge - de travailler avec les forestiers de terrain. Sur le reste de la surface qui en constitue l'immense majorité, la nécessité de sauvegarder notre gestion multifonctionnelle a été rappelée. Deux menaces sont à combattre : la course au "tout mobilisation", et la suppression des postes de terrain. Sur ce point, naturalistes et forestiers ont convenu de la nécessité de poursuivre et intensifier les échanges pour une meilleure compréhension mutuelle.



- **Le bois : un matériau forcément écologique ?**

Avec des spécialistes de la filière, des conseillers en éco-construction, des spécialistes des énergies, des transformateurs de bois, nous avons pu débattre des opportunités pour le bois et de ses limites. Si tout le monde convient que le bois est un matériau renouvelable (en ce sens qu'il pousse en permanence), toutes ses utilisations ne sont pas écologiques ! Par exemple, brûler massivement du bois pour faire du chauffage, de l'électricité voire même du carburant revient à relâcher massivement du CO2 stocké pendant des dizaines d'années en forêt. De même, dans la construction, l'utilisation de bois ayant parcouru énormément de kilomètres pour être transformé devient finalement plus polluant que l'utilisation de parpaings. L'orientation industrielle enclenchée par l'ONF et l'Etat, qui crée une filière orientée vers quelques grands groupes, au détriment des transformations et usages locaux, n'a donc rien d'une démarche écologiquement acceptable.

Tout au long de cette journée nous avons pu constater au travers de ces débats de très bonne qualité que les forestiers et les militants du SNUPFEN/Solidaires n'étaient pas seuls à avoir ces analyses. Nous pouvons et devons peser dans le débat, à l'aube d'un nouveau contrat de plan et de la nomination d'un nouveau DG. Preuve si il en fallait que nous avons raison de ne pas rendre les armes, et, en forestiers responsables, de continuer à poser la question :

« quelle forêt pour nos enfants ? »

Une pétition est lancée. A signer sur : <http://www.snupfen1.org/article413.html>

